

Modeste Boukadia met en garde contre l'influence de la Chine en République du Congo

Modeste Boukadia warns of China's influence in the Republic of Congo

<https://www.washingtontimes.com/news/2018/mar/11/modeste-boukadia-warns-of-chinas-influence-in-the-/>

By [Guy Taylor](#) - The Washington Times - Sunday, March 11, 2018

Un chef de l'opposition que certains appellent le « nouveau Nelson Mandela » de l'Afrique centrale affirme que Washington doit « résister fermement » à l'influence chinoise sur les nations africaines, de peur que Pékin ne se positionne comme la puissance extérieure dominante sur le continent riche en ressources.

« L'Afrique est le partenaire de demain et si nous ne faisons pas attention, bientôt tous les pays africains arborent le drapeau chinois », a déclaré Modeste Boukadia, l'homme politique originaire de la République du Congo emprisonné par le passé, qui était à Washington la semaine dernière dans le cadre sa campagne pour un jour être président de la nation aussi connue comme le Congo-Brazzaville.

Dans une interview exclusive au Washington Times, M. Boukadia a déploré les pitreries « tyranniques » et « dictatoriales » du président congolais Denis Sassou Nguesso, qui a dirigé la minuscule nation déchirée par les conflits pendant 34 des 39 dernières années. Mais ses commentaires sur la Chine semblaient très opportuns.

Contrer l'influence chinoise, et en particulier les efforts de Pékin pour obtenir des ressources naturelles en échange de prêts financiers à des gouvernements africains autoritaires, a été au centre de la tournée du Secrétaire d'Etat Rex Tillerson au Tchad, Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et au Nigeria.

M. Tillerson, dont le voyage se termine mardi, a averti la semaine dernière que la Chine « encourage la dépendance à l'aide de contrats opaques, de pratiques de prêt abusives et de transactions corrompues qui contrarient les nations et sapent leur souveraineté ». Inspirer des investissements plus transparents pour « favoriser une plus grande stabilité politique sur le continent ».

Les affirmations du secrétaire d'Etat étaient comme une douce musique aux oreilles de M. Boukadia, qui a déclaré que « plus d'implication des Etats-Unis signifie moins d'influence et d'implication chinoise » et « la même chose vaut pour la Russie ».

« Ils pratiquent tous deux la même politique et je parle du communisme », a-t-il dit, ajoutant que l'Occident devrait se méfier de certains rapports qui font état d'un désir chinois de construire des bases militaires en Afrique. « S'il y a une base militaire, elle devrait être occidentale, américaine, car les Etats-Unis représentent la démocratie ».

An opposition leader some call the “rising Nelson Mandela” of central Africa says [Washington](#) must “stand firm against” Chinese influence over African nations, lest Beijing cement itself as the most dominant outside power on the resource-rich continent.

“Africa is the partner of tomorrow and if we're not careful, soon all African countries will be flying the Chinese flag,” said [Modeste Boukadia](#), the once-jailed [Republic of Congo](#) politician who was in [Washington](#) last week seeking attention for his campaign to one day be president of the nation also known as [Congo-Brazzaville](#).

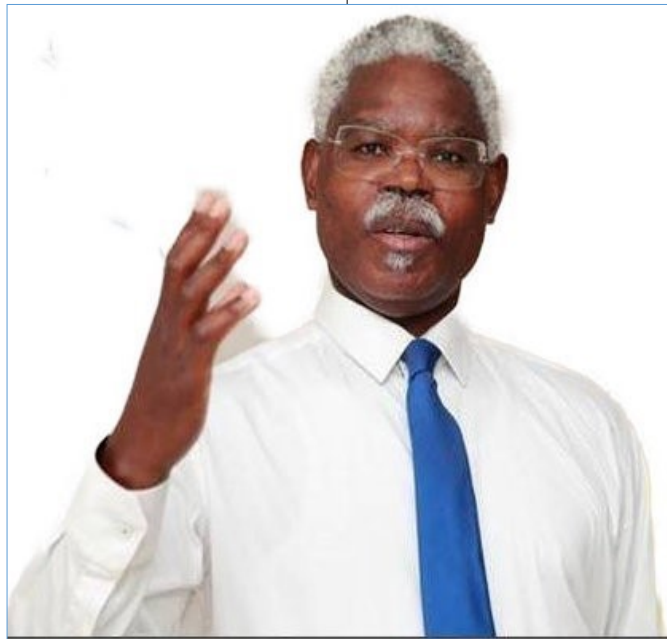
In an exclusive interview with The Washington Times, [Mr. Boukadia](#) lamented the “tyrannical” and “dictatorial” antics of Congolese President [Denis Sassou Nguesso](#), who has ruled

the tiny conflict-torn nation for 34 of the last 39 years. But his comments on China seemed most timely. Countering Chinese influence, and particularly Beijing's push to extract resources in exchange for financial loans to authoritarian African governments, has been a central focus of Secretary of State [Rex W. Tillerson](#)'s current tour of Chad, Djibouti, Ethiopia, Kenya and Nigeria.

[Mr. Tillerson](#), whose trip wraps up Tuesday, warned last week that China “encourages dependency using opaque contracts, predatory loan practices, and corrupt deals that mire nations in debt and undercut their sovereignty.” The Trump administration, he said, seeks alternatively to inspire more transparent investment to “foster greater political stability on the continent.”

The secretary of state's assertions were music to [Mr. Boukadia](#), who said “more U.S. involvement means less Chinese influence and involvement” and “the same goes for Russia.”

“They both practice the same politics and I'm talking about communism,” he said, adding that the West should be wary of reports of a Chinese desire to build military bases in Africa. “If there is going to be any military base, it should be a Western one, an



Demande d'une aide des États-Unis

Le Congo-Brazzaville est directement à l'est de la plus grande République Démocratique du Congo et pourrait être un microcosme de l'instabilité postcoloniale qui a laissé de nombreuses nations africaines ouvertes à la manipulation par des puissances extérieures.

En proie à des guerres ethno-politiques occasionnelles depuis le début des années 1990, la nation est dirigée par M. Sassou Nguesso, dont la dernière occupation du fauteuil présidentiel a débuté en 2009 après une élection qu'Amnesty International avait qualifiée d'entachée par le manque d'une commission électorale indépendante, la disqualification de plusieurs candidats de l'opposition, et l'intimidation des journalistes.

« M. Sassou Nguesso, 74 ans, est largement accusé d'être impliqué dans la corruption et l'agression contre les entreprises américaines – en particulier dans le secteur pétrolier – tout en ouvrant de plus en plus les bras aux prêts chinois. Il a prolongé son règne en 2016 après avoir fait adopter une nouvelle constitution qui a mis fin à la limitation des mandats. Il sera maintenant au pouvoir jusqu'à au moins 2023, sinon plus.

Mais pas si le plan de M. Boukadia fonctionne.

L'homme de 63 ans a participé aux élections présidentielles du Congo-Brazzaville en 1997 et 2009 en tant qu'indépendant, mais il a été jeté en prison de 2014 à 2016 pour ce qu'il dit être une répression de l'opposition.

Alors qu'il vit aujourd'hui en exil à Paris, M. Boukadia dirige le nouveau parti politique congolais du Cercle des Démocrates et Républicains. Il était à Washington pour demander de l'aide pour diriger un mouvement visant à chasser démocratiquement M. Sassou Nguesso du pouvoir.

« Aujourd'hui, tous nos dirigeants politiques sont des prisonniers », a-t-il déclaré. « Mais grâce à l'Europe, la France et les États-Unis, j'ai été libéré et je porte le message que pour qu'une transition du pouvoir puisse avoir lieu, nous avons besoin des États-Unis, la lumière de la démocratie, pour aider à organiser cette conférence internationale à travers laquelle une transition peut avoir lieu, afin de faire pression sur Sassou et son régime tyrannique et dictatorial.

« L'objectif de notre parti est de mettre en œuvre la démocratie pour lutter contre la corruption », a-t-il dit, ajoutant que cela ne peut se faire qu'avec « la pression des États-Unis ».

« Si les États-Unis demandent que Sassou démissionne et demande cette conférence internationale, cela arrivera parce que les États-Unis ont une influence sur l'opinion internationale. »

Politique sur fond de pétrole

Il reste à voir si le Congo-Brazzaville est sur le radar de l'administration Trump. La dernière fois que le pays a fait la une de presse à Washington, ce fut pendant les préparatifs de l'investiture de M. Trump il y a plus d'un an.

À l'époque, M. Sassou-Nguesso a attiré l'attention de la communauté internationale en affirmant publiquement avoir organisé une réunion importante avec M. Trump,

American one, because the United States represents democracy.”

Pleading for U.S. help

[Congo-Brazzaville](#) is just east of the much larger Democratic Republic of Congo and could be a microcosm for postcolonial instability that has left many African nations open to manipulation by outside powers.

Plagued by occasional ethno-political wars since the early 1990s, the nation is run by [Mr. Sassou Nguesso](#), whose latest hold on the presidency began in 2009 after an election Amnesty International called “marred by the lack of an independent electoral commission, the disqualification of several opposition candidates, and the intimidation of journalists.”

[Mr. Sassou Nguesso](#), 74, is widely accused of engaging in corruption and aggression toward U.S. business — particularly in the oil sector — while increasingly embracing Chinese loans. He extended his rule in 2016 after a pushing through a new constitution that ended term limits. He'll now be in office until at least 2023, if not longer.

But not if [Mr. Boukadia](#) has his way.

The 63-year-old ran in [Congo-Brazzaville](#)'s presidential elections in 1997 and 2009 as an independent, but he was thrown in jail from 2014 to 2016 for what he says was a crackdown on opposition.

While he now lives in exile in Paris, [Mr. Boukadia](#) heads the emergent Congolese Circle of Democrats and Republicans political party. He was in [Washington](#) to plead for help in leading a movement to democratically drive [Mr. Sassou Nguesso](#) from power.

“Today, all of our political leaders are prisoners,” he said. “But thanks to Europe, France and the United States, I was liberated and I am bearing a message that for a transition of power to take place, we need the United States, the shining light of democracy, to help organize this international conference through which a transition can take place, in order to pressure Sassou and his tyrannical, dictatorial regime.”

“The objective of our party is to implement democracy to fight corruption,” he said, adding that this can only happen with “pressure from the United States.”

“If the United States requests that Sassou step down and requests this international conference, it will happen because the United States has influence over international opinion.”

alors tout récemment président élu, à l'hôtel Mar-a-Lago de Floride.

Mais il y avait un hic. M. Trump n'avait jamais accepté la réunion et l'avait finalement refusée – un développement que beaucoup voyaient comme un embarras pour l'un des présidents africains les plus anciens et les plus controversés.

« J'étais toujours en prison quand Sassou faisait la pression pour avoir une réunion avec Trump », a déclaré M. Boukadia la semaine dernière, affirmant que la vraie raison pour laquelle M. Sassou-Nguesso souhaitait la réunion avait trait à la politique pétrolière au Congo-Brazzaville.

L'opposition du pays a longtemps critiqué M. Sassou-Nguesso pour avoir nui aux relations avec Washington il y a quelques années en supprimant les concessions lucratives que le pays avait autrefois données à ExxonMobil pour des droits d'exploration et de production dans le pays.

« C'est pourquoi Sassou voulait la rencontre avec Trump », a déclaré M. Boukadia, ajoutant que l'objectif apparent était de demander un rapprochement avec M. Tillerson, l'ancien PDG d'Exxon qui était, à l'époque, en train d'être nommé secrétaire d'état par M. Trump.

M. Boukadia a dit que si son propre mouvement prend de l'ampleur, il va un jour « réparer tout ce que Sassou a fait aux entreprises américaines en les expulsant du pays ».

« Je veux ramener toutes ces entreprises américaines et faire rétablir leurs droits », a-t-il déclaré. « Juste pour donner un exemple, Exxon. »

« Mon objectif est de rétablir une excellente relation avec la communauté internationale et avec les Etats-Unis, acteur extrêmement important sur la scène mondiale aujourd'hui, car ce n'est pas simplement une démocratie en paroles mais en action », a-t-il ajouté. « Nous avons besoin que le président Trump nous donne la possibilité de mettre en œuvre la démocratie dans notre pays pour des raisons de sécurité et de stabilité car quand l'Afrique sera stable, les Etats-Unis connaîtront également la stabilité ».

Cet article est une traduction de l'article en anglais de Guy Taylor paru dans le journal le [The Washington Times](#) le dimanche 11 mars 2018. [Lien vers l'article en anglais](#)

Deep oil politics

It remains to be seen whether the [Congo-Brazzaville](#) is on the Trump administration's radar. The nation last made headlines in [Washington](#) during the lead-up to Mr. Trump's inauguration more than a year ago.

At the time, Mr. Sassou-Nguesso drew international attention by very publicly claiming to have secured a major meeting with Mr. Trump at the then president-elect's Mar-a-Lago resort in Florida.

But there was a catch. Mr. Trump had never actually agreed to the meeting and ultimately refused it — a development many saw as an embarrassment for one of Africa's longest-standing and most controversial presidents.

“I was still in prison when Sassou was pushing for the Trump meeting,” [Mr. Boukadia](#) said last week, claiming that the whole reason Mr. Sassou-Nguesso wanted the meeting had to do with deep oil politics in [Congo-Brazzaville](#).

The nation's opposition have long criticized Mr. Sassou-Nguesso for damaging relations with [Washington](#) years ago by doing away with lucrative concessions the country once provided to ExxonMobil for exploration and productions right there.

“That's why Sassou wanted the meeting with Trump,” said [Mr. Boukadia](#), adding that the apparent goal was to beg for a rapprochement with [Mr. Tillerson](#), the former Exxon CEO who was, at the time, in the process of being named secretary of state by Mr. Trump.

[Mr. Boukadia](#) said that if his own movement gains steam, he will one day “set right all the wrong that Sassou has done to American businesses by sending them out of the country.”

“I want to bring back all those American businesses and have their rights restored,” he said. “Just to give one example, Exxon.”

“My goal is to restore an excellent relationship with the international community and with the United States, which is an extremely important actor on the world stage today, because it's not simply a democracy in word but in action,” he added. “We need to have President Trump give us the possibility to implement democracy in our country for the sake of security and stability because when Africa is stable, the United States will also know stability.”